

2 Politique

Législatives partielles/1er siège du 3e arrondissement de Libreville

Le ticket CLR/PDG mobilise à l'esplanade de la mosquée

R.H.A

Libreville/Gabon

SAMEDI dernier, l'esplanade de la mosquée a servi de cadre à la cérémonie d'ouverture de la campagne du ticket CLR/PDG au 1er siège du 3e arrondissement de Libreville. Et ce, dans le cadre des Législatives partielles. Étaient présents, outre les candidats en lice - Eloi Nzondo (Titulaire) du Centre des libéraux réformateurs (CLR) et Sylvie Kotha (suppléante) du Parti démocratique gabonais (PDG) -, le président fondateur du CLR, Jean-Boniface Assélé, et le maire (CLR) du 3e ar-



Photo : R.H.A

Une vue des officiels lors de la cérémonie d'ouverture de cette campagne.

rondissement, Pulchérie Andème Obame et les siens. Et plusieurs poids lourds du PDG parmi lesquels Joséphine Flore Mistoul Yame, Rose Christiane

Ossouka Raponda, Ida Reteno Assonouet, Christelle Limbourg Iwenga, etc. A la tribune, tous les intervenants ont quasiment tenu le même discours.

Jean-Boniface Assélé, Pulchérie Andème Obame et Flore Mistoul Yame ont, chacun, invité les militants et sympathisants à tordre le cou à leur principal adversaire, l'abstention en allant récupérer leurs cartes d'électeur à la mairie du 3e arrondissement afin de voter utile le 18 juin prochain. Avant de présenter officiellement à l'assistance les candidats, Jean Boniface Assélé a rappelé à l'auditoire que, Eloi Nzondo est son "produit". "Cet homme que vous voyez, a-t-il dit, est mon fils, c'est moi qui l'ai fabriqué. Je l'ai accompagné tout au long de sa carrière politique et je le ferai encore tant que j'en aurai la possibilité. Maintenant je pense qu'il est temps pour lui de

prendre le relais et de voler de ses propres ailes. Voter pour Eloi et Sylvie c'est voter pour moi. C'est pourquoi je vous demande de voter pour cet enfant que vous avez vu grandir ici dans le 3e arrondissement". Il a également rappelé que l'alliance PDG/CLR est une véritable invite au rassemblement.

Pulchérie Andème Obame a pour sa part rappelé que : " Nous sommes à 74 jours de la Présidentielle. Cette élection partielle est donc un premier tour. C'est surtout l'occasion pour nous de nous entraîner pour la grande phase qui nous attend en août prochain. Il est plus qu'urgent que nous nous mettons en ordre de bataille pour ce premier

scrutin du 18 juin prochain. J'en appelle à la vigilance de tous pour faire barrage à notre plus redoutable concurrent qu'est l'abstention".

En ce qui le concerne, Eloi Nzondo a rappelé au public qu'il ne faut pas avoir honte de soutenir le "Distingué camarade Ali Bongo Ondimba". Selon lui, voter pour nous le 18 juin prochain, c'est accepter de suivre Ali Bongo Ondimba dans sa vision. "N'ayons pas honte de vanter notre champion, chacun de nous ici doit véhiculer le message de notre champion partout où nous allons. La mobilisation d'aujourd'hui doit être la même lors du scrutin", a déclaré le titulaire du ticket CLR/PDG.

Ouvrage politique

« Le Gabon : de l'Héritage au Partage »

Claude Dumont Beghi se présente comme un véritable "coup de cœur" à travers lequel elle donne sa «part de vérité» sur le Gabon. Ce pays que les nombreux hasards et de fortuites coïncidences ont mis sur le chemin de son destin. Cette "part de vérité" concerne non seulement les affaires de la famille Bongo Ondimba (notamment le dossier de la succession qui fait couler beaucoup d'encre et de salive et nourrit l'actualité) dont elle est le conseil, et à la résolution desquelles elle reste vautrée uniquement sur les principes de droit, mais aussi d'autres sujets tels que le geste de partage de cet héritage par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba à la jeunesse gabonaise. Celle qui défend les intérêts d'Ali Bongo Ondimba va plus loin pour revendiquer sa relation affective avec le Gabon qu'elle connaît depuis son jeune âge à Lambaréné (Moyen-

Ogooué) où elle a même rencontré un ami intime du Dr Albert Schweitzer. Pour ensuite et ce, pendant 14 ans, être le conseil de la compagnie nationale Air Gabon. Mieux, "un beau jour, je reçois un coup de fil à mon cabinet venant de la première dame du Gabon, Mme Sylvia Bongo Ondimba me demandant de l'assister dans sa Fondation dédiée aux femmes", explique l'auteure. Et c'est sans doute par ce truchement qu'elle est sollicitée par le chef d'Etat gabonais "pour mettre de l'ordre dans la succession de son père".

Paru en France aux éditions l'Archipel, le 8 juin 2016, date-anniversaire du décès d'Omar Bongo Ondimba (vous avez dit coïncidence ?), le livre qui a fait, samedi dernier, l'objet d'une conférence de presse de son auteure, s'il accorde une place particulière au dossier de la succession, donne aussi la

parole à d'autres sujets souvent revêtus d'un sceau tabou (La Françafrique, la procédure dite des Biens mal acquis, les autres affaires africaines, l'affaire de l'état-civil du président Ali Bongo Ondimba...).

En raison de sa parution à l'approche des élections qui pointent à l'horizon, l'œuvre commise ne se veut, en aucun cas, opportuniste ou politicienne. Me Claude Dumont Beghi s'en défend : "A travers ce livre, j'exprime tout simplement mon attachement à ce pays que j'aime, avec lequel j'ai un lien intime fort, un pays en plein progrès, en développement continu... Ceux qui peuvent y voir de l'opportunisme se trompent."

La présentation officielle ainsi que la dédicace de cet ouvrage (sur lequel nous reviendrons) auront lieu le 15 juillet prochain.

ESSONE-NDONG

Libreville/Gabon

Dans cet ouvrage qui a fait l'objet, samedi dernier, d'une conférence de presse, Me Claude Dumont Beghi apporte des éclairages sur maints sujets dont ceux des biens mal acquis et l'affaire de l'état-civil du président Ali Bongo Ondimba.

AVEC 2013 pages jalonnées en 18 chapitres auxquels sont joints 6 annexes (lettre de Chantal Myboto ; Ramsès Frank «Oh! La menteuse» (Échos du Nord, 7 mars 2016) ; Caricature d'Ali Bongo par Pahé et Préface d'Ali Bongo à un album de Pahé), «Le Gabon : de l'Héritage au Partage», le nouvel ouvrage commis (après «Les milliards cachés des Wildenstein» chez le même éditeur) par Me

La Semaine de ...

Connivence ?

L'ACTUALITE politique aura été dense au cours de la semaine qui s'est achevée hier. Toute chose qui peut se comprendre, au regard des calendriers électoraux dans notre pays. En plus de la prochaine échéance présidentielle prévue pour le mois d'août, il y a également les élections partielles du 18 juin : des Législatives sur 13 sièges et une Sénatoriale sur un siège (Makokou).

Mais, il convient de noter que la crise au niveau de la justice a également marqué l'actualité. D'autant plus qu'elle a enregistré des rebondissements en début de semaine avant de connaître un dénouement, vendredi, suite à une séance de travail au palais autour du chef de l'Etat, par ailleurs président du Conseil supérieur de la Magistrature. Celle-ci a vu la participation du ministre de la Justice, des présidents du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes, et le bureau du syndicat des magistrats. On retiendra, au sortir de cette rencontre, que les mesures querellées ont été gelées. Sans doute au grand damne de la Chancellerie et autres mains noires.

Au regard de cette panoplie de faits, la présente chronique essayera de les aborder tous, sans en privilégier un seul.

Dans cette logique notons que le gros des événements tourne essentiellement autour des activités et autres faits liés aux rendez-vous électoraux, ainsi qu'à la commémoration du 7e anniversaire du décès du président Omar Bongo Ondimba.

Par rapport à ce triste anniversaire, on re-

levra que plusieurs manifestations ont été organisées dont l'ouverture, "de manière exceptionnelle" de son mausolée (Franceville), des offices religieux, etc. Comme les années précédentes, le directeur du Parti démocratique gabonais (PDG) qu'il a fondé, le 12 mars 1968, à Koula-Moutou dans l'Ogooué-Lolo, s'est rendu en "pèlerinage" dans le chef-lieu du Haut-Ogooué. Occasion pour le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, au cours d'une séance de travail avec les militants du cru, de tordre le cou aux rumeurs et autres soupçons qui le disent opposant, à cause de ses liens familiaux avec l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama, aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle. Le député de Pana dans l'Ogooué-Lolo a réaffirmé ses liens de parenté avec Guy Nzouba Ndama. Tout en insistant sur le fait que cela n'entame nullement sa loyauté au PDG...

Autre manifestation en rapport avec l'anniversaire du décès du deuxième président du Gabon, le culte œcuménique pour la préservation de la paix organisé au stade de Nzenge-Ayong par les principales confessions religieuses. Et auquel les plus hautes autorités (chef de l'Etat et membres du gouvernement) ont participé.

Certains ont relevé que, cette fois encore, l'opposition et la société civile qui critiquent le pouvoir en place étaient absentes, alors que la conservation du climat de paix dans notre pays doit impliquer toutes les forces vives de la Nation, toutes tendances confon-

dues. Voilà pourquoi, tout en se demandant à qui incombe ce manquement, d'aucuns estiment, non sans humour, que face à un tel constat, "Dieu lui-même doit se poser des questions sur ces absences".

Dans le cadre des activités relatives aux différents scrutins à venir, on cite essentiellement le meeting du ticket Eloi Nzondo (CLR)/Sylvie Kotha (PDG) au 1er siège du 3e arrondissement de Libreville. S'inscrivant dans la campagne électorale en vue des Législatives du 18 juin prochain, cette manifestation a eu lieu sur l'esplanade de la mosquée, le week-end écoulé.

Rappelons que ce scrutin concerne les 13 sièges laissés vacants par l'ancien président de l'Assemblée nationale et les 12 députés du mouvement "Héritage & Modernité", une aile dissidente du parti au pouvoir.

S'agissant de la Présidentielle, notons d'abord que le calendrier y relatif est désormais connu. Proposé par la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), les dates ont été entérinées par le Conseil des ministres. Ainsi, le dépôt des déclarations de candidature est prévu pour le 12 juillet au plus tard ; l'ouverture de la campagne le 13 août à 0 heure pour prendre fin le 26 août à 24 heures ; le scrutin lui-même devant se tenir le 27 août.

A peine publié, ce calendrier a suscité des réactions, parfois négatives. C'est le cas du Parti social démocrate (PSD) qui, dans un communiqué, estime que "le gouvernement, en entérinant les propositions de la Cénap,

démontre ainsi son non-respect des principes républicains", faisant allusion au 17 Août. Le parti de Pierre-Claver Maganga Moussavou "souhaite vivement que ce calendrier soit ré-aménagé dans un esprit patriotique".

En plus du calendrier électoral, on note également la poursuite de la tournée de Jean Ping dans la province de l'Ogooué-Maritime ; la conférence de presse de Casimir Oye Mba, candidat de l'Union nationale (UN) ; la sortie de la "Dynamique plurielle", mouvement qui soutient la candidature du président Ali Bongo Ondimba, dans la commune d'Akanda ; et le meeting de Guy Nzouba Ndama.

Des sorties de Casimir Oye Mba et de Nzouba Ndama, on peut retenir une chose : l'invite faite par le premier à l'endroit des autres candidats pour une rencontre en vue d'une convergence d'actions ; puis la réponse de Nzouba Ndama qui à son tour, encourage les autres adversaires du président Ali Bongo Ondimba à accepter l'offre de l'ancien Premier ministre...

Au regard de cette adhésion de Nzouba Ndama à l'invite de Casimir Oye Mba, d'aucuns parlent déjà d'une convergence de vues entre ces deux anciens dignitaires du Parti démocratique gabonais auquel ils s'opposent aujourd'hui, au point même d'envisager une connivence entre eux. Cela peut-il être le cas ? Il est objectivement trop tôt de voir les choses sous cet angle.